

# L'ÉDITO

**François Mathieu**

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

## **PAS DE JUSTICE SOCIALE SANS JUSTICE FISCALE**

**L**a contribution aux charges publiques par l'impôt est au cœur de notre système démocratique. Or cette contribution s'alourdit d'année en année, en particulier depuis que la crise de 2008-2009 a mis en évidence la nécessité de réduire des taux d'endettement publics de plus en plus colossaux en Europe... par un effort croissant des citoyens. Lesquels sont donc censés payer plus d'impôts. En Belgique, les taux de taxation sont parmi les plus élevés au monde. Mais une autre (dure) réalité s'impose : contrairement à ce que les rapports annuels du SPF Finances laissent croire, les montants réellement recouverts de l'impôt sont en chute libre. Et là, on est en droit d'être choqué. Et encore, c'est un euphémisme : quand on voit le gouffre abyssal qui s'est installé entre les montants enrôlés et les montants réellement perçus, il y a de quoi être écoeuré. D'autant que les montants qu'un vent favorable nous a communi-

### **Le recouvrement de l'impôt devrait être une priorité**

qués ne sont mêmes pas publics... Ils alimentent pourtant une banque de données logée au sein de la Commission européenne,

qui jauge ainsi les pertes fiscales - et non sociales - pour raisons de non-paiement (tout simplement...), de dissimulation de revenus ou d'actifs, d'utilisation de systèmes destinés à éviter le paiement de l'impôt, d'erreurs ou d'un manque de rigueur des contribuables. De nombreux pays publient pourtant ce type de données. Cette non-publication de données cruciales constitue une manipulation du débat sur l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale. Le recouvrement de l'impôt devrait être une priorité. Or, trop peu de personnel - moins d'une centaine de personnes - y est affecté. Ou mal affecté, comme le signalait l'un de nos interlocuteurs de l'Inspection spéciale des impôts (ISI). Cette forme d'injustice fiscale, qui trouve sa source dans les gouvernements précédents comme sous le présent exécutif, est insupportable. Non, Monsieur Van Overtveldt, la faiblesse de la croissance économique, la baisse des versements anticipés et la chute des taux d'intérêt n'expliquent pas la chute des recettes fiscales liées à la lutte contre la fraude. Ces excuses ne tiennent pas. C'est d'un volontarisme sans faille pour une meilleure perception de l'impôt dont on a besoin.